### Unitag_QRCode_gouvinterieur

RÃ©sultat de recherche d'images pour "icone maison" https://www.police-nationale.interieur.gouv.fr

|  |
| --- |
| **Q1/** Rendez vous sur le site ci-dessus, et faire une recherche sur : HAPPY SLAPPING, définir ce que c’est ? |

Le**happy slapping** est une pratique qui consiste à filmer à l'aide de son téléphone portable, une scène de violence subie par une personne dans le but de diffuser la vidéo sur internet et les réseaux sociaux. Cette « mode » a pris de l'ampleur en France et de nombreuses vidéos sont partagées sur les réseaux sociaux. Dans ces scènes filmées, les protagonistes sont tous coupables : ceux qui commettent les violences, ceux qui les filment, et ceux qui les diffusent. Ainsi, le « happy slapping » est sanctionné comme un « acte de complicité des atteintes volontaires à l'intégrité de la personne » et le fait de **filmer est autant répréhensible que le fait de commettre les violences elles-mêmes.**

|  |
| --- |
| **Q2/** Quels sont les peines encouru de cette pratique ? |

En fonction du dommage subit entre 750 et 150 000 euros d’amende ainsi que 3 à 30 ans d’emprisonnement.

Attention également : Le fait de diffuser la vidéo d'une agression violente est une infraction dont l'auteur peut être condamné à 5 ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende.

DOC1 : Cyber-harcelement : quoi faire ? ©Cite-science.fr

« Le harcèlement c'est quand un enfant ou un jeune devient la cible d'une personne ou d'un groupe de personnes : de manière répétée et sur une longue durée, il ou elle subit des moqueries ou insultes. De fausses rumeurs à son propos peuvent également être mises en circulation. Quand elles ont lieu sur le Web ou les réseaux sociaux, ces attaques désemparent d'autant plus que, pour beaucoup, Internet apparaît comme une zone de non-droit où il est difficile de porter plainte (certains agissent d'ailleurs de manière plus ou moins anonyme). Quant à effacer les contenus incriminés cela semble également illusoire d'autant plus que parfois ces contenus sont dupliqués et démultipliés.

Il y a pourtant des choses à faire et à ne pas faire dans ces situations. Ne pas surenchérir en ligne et en parler à une personne de confiance, en face à face, comme un-e parent-e, professeur-e, directeur-trice d'école, psychologue scolaire, association d'écoute,... Il existe aussi des lois et des recours que l'on peut saisir. Des organismes et associations spécialisés peuvent également être consultés.

Première harceleuse à laquelle personne n'échappe tout à fait : la pub ! Et les jeunes sont une cible commerciale privilégiée. Commencer par éviter de "liker" les marques ou les distributeurs évite d'être reconnu-e comme un sujet de consommation. Il existe des logiciels à installer sur son ordinateur et sur son smartphone pour minimiser ce harcèlement par les publicités. »

DOC2 : **Article 222-33-2-2 source : Légifrance.gouv.fr**

**«**Le fait de harceler une personne par des propos ou comportements répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation de ses conditions de vie se traduisant par une altération de sa santé physique ou mentale est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende lorsque ces faits ont causé une incapacité totale de travail inférieure ou égale à huit jours ou n'ont entraîné aucune incapacité de travail.

L'infraction est également constituée :  
  
a) Lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime par plusieurs personnes, de manière concertée ou à l'instigation de l'une d'elles, alors même que chacune de ces personnes n'a pas agi de façon répétée ;  
  
b) Lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime, successivement, par plusieurs personnes qui, même en l'absence de concertation, savent que ces propos ou comportements caractérisent une répétition.

Les faits mentionnés aux premier à quatrième alinéas sont punis de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende :

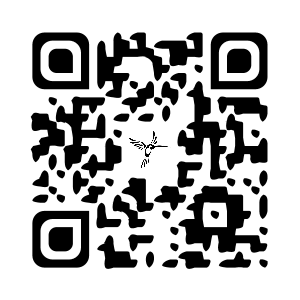
1° Lorsqu'ils ont causé une incapacité totale de travail supérieure à huit jours ;

2° Lorsqu'ils ont été commis sur un mineur de quinze ans ;

3° Lorsqu'ils ont été commis sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de leur auteur ;

4° Lorsqu'ils ont été commis par l'utilisation d'un service de communication au public en ligne ou par le biais d'un support numérique ou électronique ;

5° Lorsqu'un mineur était présent et y a assisté.

Les faits mentionnés aux premier à quatrième alinéas sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende lorsqu'ils sont commis dans deux des circonstances mentionnées aux 1° à 5°. »

DOC3 : RÃ©sultat de recherche d'images pour "icone maison" https://youtu.be/\_9G-TY5rAq0

|  |
| --- |
| **Q3/** Vous retrouvez votre équipe de journaliste pour le Blog MLB, votre rédacteur en chef a adoré votre dernier article et se rend compte qu’il faut parler de cyber-harcèlement qui s’effectue sur les réseaux. A partir de vosexpériences personnelles. Rédiger un article qui présente le concept de harcèlement à partir de cas concret, et les risques encourue par les harceleurs. |